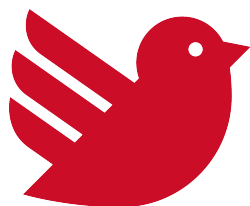


SAUNIER DUVAL
SITE DE NANTES (44)



Saunier Duval
Toujours à vos côtés

DOSSIER D'ENREGISTREMENT

PIECE N°1
PRESENTATION DE L'ETABLISSEMENT
ET DU PROJET

**Extension du site :
Création d'un nouvel atelier
de traitement de surface et de peinture poudre**

DEKRA Industrial SAS
Activités QHSE
ZIL Rue de la Maison Neuve – BP 70413
44819 SAINT HERBLAIN CEDEX

Février 2023

Affaire n° : 53802414

Responsable de l'affaire

Aude ESQUEVIN
E-mail : aude.esquevin@dekra.com

SOMMAIRE

A - IDENTITE DU DEMANDEUR	7
A.I - IDENTIFICATION DU DEMANDEUR	8
A.II - IDENTIFICATION DE L'AUTEUR	8
B - IMPLANTATION	9
C - PRESENTATION DU SITE ET DU PROJET	14
C.I - HISTORIQUE DU SITE	15
C.II - ACTIVITES PREVUES	16
C.II.A - ACTIVITE TRAITEMENT DE SURFACE	20
C.II.B - ACTIVITE SECHAGE	24
C.II.C - ACTIVITE PEINTURE POUDRE – RUBRIQUE 2940-3	24
C.II.D - ACTIVITE POLYMERISATION	25
C.III - ACCES AU SITE	26
C.IV - VOISINAGE	26
C.V - HORAIRES DE FONCTIONNEMENT, EFFECTIF	27
C.VI - TRAFIC	28
D - CLASSEMENT ICPE	29
D.I - ACTIVITE TRAITEMENT DE SURFACE – RUBRIQUE 2565-2 ET 3260	30
D.II - ACTIVITE PEINTURE POUDRE – RUBRIQUE 2940-3	31
D.III - APPLICATION DE JOINT PU (RUBRIQUE 2940-2)	31



D.IV - STOCKAGE DE MATIERES, PRODUITS OU SUBSTANCES COMBUSTIBLES DANS DES ENTREPOTS COUVERTS (RUBRIQUE 1510)	32
D.V - REMPLISSAGE DE RESERVOIRS DE GAZ INFLAMMABLES (RUBRIQUE 1414)	33
D.VI - TRAVAIL MECANIQUE DES METAUX (RUBRIQUE 2560)	33
D.VII - NETTOYAGE-DEGRAISSAGE DE SURFACE QUELCONQUE, PAR DES PROCEDES UTILISANT DES LIQUIDES A BASE AQUEUSE OU HYDROSOLUBLES (RUBRIQUE 2563)	34
D.VIII - INSTALLATION DE COMBUSTION (RUBRIQUE 2910)	34
D.IX - PRODUITS CHIMIQUES (RUBRIQUES 4000)	35
D.X - ATELIER DE CHARGE D'ACCUMULATEURS (RUBRIQUE 2925)	35
D.XI - COMPRESSEURS, INSTALLATIONS DE REFROIDISSEMENT, TRANSFORMATEUR (RUBRIQUE 1185)	35
D.XII - CONCLUSION	36
E - CLASSEMENT IOTA	38
E.I - NOMENCLATURE EAU (IOTA)	39
E.II - CLASSEMENT ACTUEL	39
E.III - CLASSEMENT LIE AU PROJET	41
F - POSITIONNEMENT VIS-A-VIS DU R122-2	42
G - MOYENS DE PREVENTION ET DE SECOURS	45
G.I - MOYENS DE PREVENTION	46
G.I.A - MOYENS DE SECOURS INTERNES	46
G.I.B - MOYENS DE SECOURS EXTERNES	47
G.I.C - RISQUE INCENDIE - DISPOSITIONS CONSTRUCTIVES	48



G.I.C.1 - RAPPEL DE LA REGLEMENTATION POUR LE TRAITEMENT DE SURFACE	48
G.I.C.2 - RAPPEL DE LA REGLEMENTATION POUR LA PEINTURE POUDRE	50
G.I.C.3 - CONCLUSION SUR LA MAITRISE DU RISQUE INCENDIE	51
G.I.D - CARACTERISTIQUES CONSTRUCTIVES DU NOUVEL ATELIER	52
G.I.E - LES RISQUES D'EXPLOSION	53
G.II - BESOIN EN EAU	54
G.II.A - CALCUL DES BESOINS EN EAU	54
G.II.B - CONFINEMENT DES EAUX D'EXTINCTION	54



PREAMBULE

Du point de vue de la législation, la protection de l'environnement, naturel et humain, contre les divers risques et nuisances qui peuvent le menacer, peut s'exercer suivant deux approches :

- En s'attaquant de manière séparée à chaque catégorie de nuisances ou risques, sélectivement ;
- En recherchant des solutions globales, valables indistinctement contre toutes les atteintes à l'environnement mais, bien entendu, adaptables « au coup par coup » aux nuisances qui se présentent dans la réalité. Ainsi procède la législation de l'urbanisme, la législation sanitaire, les textes conférant des pouvoirs de police aux mairies et aux préfets. Ainsi procède également la législation dite des « Installations Classées pour la Protection de l'Environnement », en application de laquelle est réalisé le présent dossier.

La législation des installations classées est constituée par le titre 1^{er} du livre V du Code de l'Environnement.

Cette loi, plusieurs fois modifiée et complétée depuis son entrée en vigueur, le 1^{er} janvier 1977, est issue de textes plus anciens.

L'objet de la législation des installations classées est de soumettre à la surveillance de l'administration de l'Etat les installations qui présentent des dangers ou des inconvénients, ce terme étant pris dans son acceptation la plus large. Ces installations sont réparties en trois classes :

- A (autorisation) ;
- E (enregistrement) ;
- D (déclaration) ou DC (déclaration avec contrôle périodique).

La législation des installations classées présente une très grande importance en raison de son champ d'application extrêmement large sur les plans suivants :

- Elle protège l'ensemble de ce qu'il est convenu d'appeler « l'environnement ». L'article L 511.1 du Code de l'Environnement englobe la commodité du voisinage, la santé, la sécurité publique, l'agriculture, la protection de la nature et de l'environnement, la conservation des sites et des monuments ainsi que des éléments du patrimoine archéologique ;
- Elle protège cet « environnement » contre toutes les atteintes qu'il peut subir, les dangers d'incendie et d'explosion, le bruit, la pollution de l'air et de l'eau, celles résultant des déchets ou de la radioactivité et même les atteintes esthétiques ;
- Elle permet, pour cela, d'agir sur toutes les activités génératrices de ces « nuisances » : agriculture, industrie, artisanat, commerce, élimination des déchets, services..., répertoriées dans une nomenclature ;
- Elle permet de contrôler ces activités, qu'elles soient exercées par des personnes privées ou par des collectivités, établissements ou organismes, publics ou parapublics ;
- Elle permet de prévenir des pollutions et les risques de l'installation elle-même, mais aussi ceux qui se rattachent à l'exploitation de l'installation.



Le Décret N° 2010-368 du 13 Avril 2010 modifiant la partie réglementaire du Code de l'Environnement définit ainsi les modalités d'application de cette nouvelle procédure, dite « d'enregistrement », qui a pour objet d'instaurer un régime intermédiaire entre les régimes de déclaration et d'autorisation.

Dès réception en préfecture, le dossier de demande d'enregistrement est transmis à l'inspection des installations classées, qui vérifie s'il est complet et le cas échéant propose au préfet de le faire compléter.

Le dossier, une fois complet, est soumis :

- À l'avis du conseil municipal des communes concernées ;
- À une consultation du public en mairie et sur Internet pendant 4 semaines (soit une durée identique à une enquête publique).

L'ensemble des informations ainsi recueillies fait l'objet d'un rapport de synthèse préparé par l'inspection des installations classées.

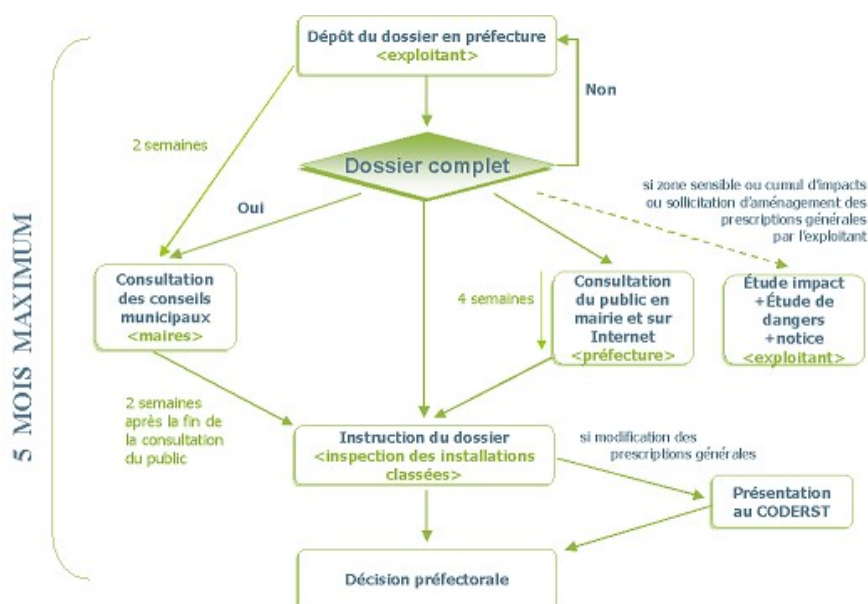
En l'absence de mesures particulières, l'enregistrement peut alors être prononcé par le préfet par arrêté d'enregistrement, sans autre procédure.

En cas d'aménagement des prescriptions générales, suite à la sollicitation du demandeur dans son dossier (sous réserve que le préfet considère que cette modification de prescriptions n'est pas substantielle) ou sur proposition de l'inspection des installations classées, ou en cas d'avis défavorable au dossier d'enregistrement, le rapport de synthèse et les propositions de l'inspection sont présentés à l'avis du Conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques (**CODERST**) après échange avec l'exploitant, conformément à l'article R.512-46-17.

La décision peut ensuite être prononcée par le préfet (arrêté d'enregistrement ou de refus).

Les mesures de publicité de l'arrêté sont similaires à celles pratiquées pour les arrêtés d'autorisation, avec notamment publication sur Internet.

En l'absence de mesures particulières et comme prévu à l'article R.512-46-18, la procédure d'enregistrement permet de réduire à **5 mois le délai d'instruction du dossier d'enregistrement**.



A - IDENTITE DU DEMANDEUR



A.I - IDENTIFICATION DU DEMANDEUR

Raison sociale : SAUNIER DUVAL EAU CHAUDE
CHAUFFAGE INDUSTRIE

Forme juridique : Société par Actions Simplifiées

Coordonnées du site : 17 rue de la Petite Baratte
BP 41535
44315 NANTES CEDEX 03

Coordonnées du siège social 17 rue de la Petite Baratte
BP 41535
44315 NANTES CEDEX 03

Capital : 31 363 575 euros

N° SIRET : 403 184 344 000 14

Code APE : 2521Z

A.II - IDENTIFICATION DE L'AUTEUR

Le présent dossier a été élaboré par :

DEKRA Industrial SAS – Pôle QSSE
Aude ESQUEVIN
Z I L, rue de la Maison Neuve CS70413
44819 SAINT HERBLAIN CEDEX
aude.esquevin@dekra.com
Tél : 07 87 02 81 87

Sous la responsabilité des membres de la société Saunier Duval (Damien Pelé et Anne Teillard).



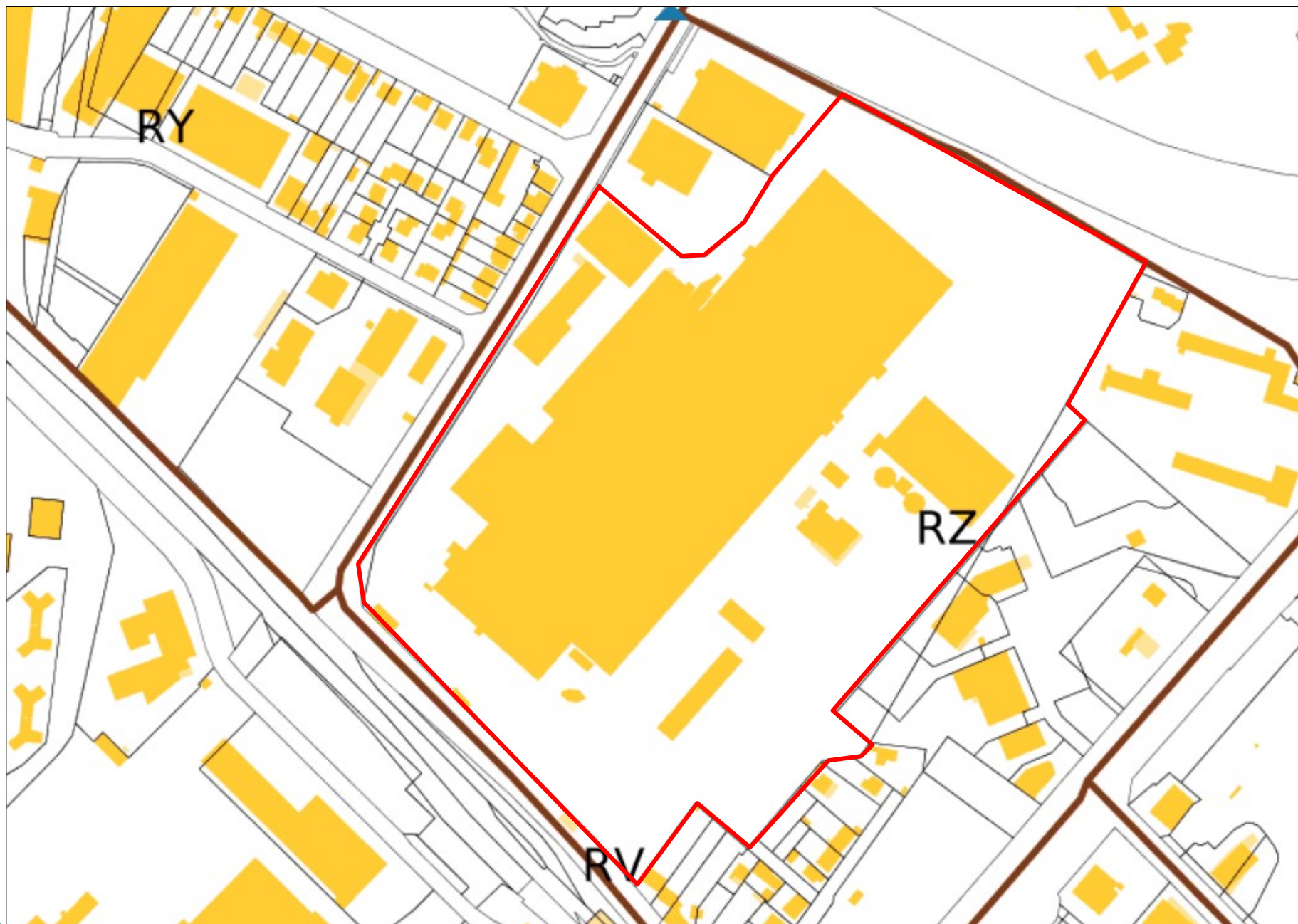
B - IMPLANTATION



- Département : 44 – Loire Atlantique
- Commune : Nantes
- Références cadastrales :
 - Section RZ ; parcelle n°59
- Superficie totale : 112 641 m²
- Coordonnées Lambert II : X = 308043.92 m ; Y = 2257442.23 m ; Z = 27.7 m

Un extrait du plan cadastral figure en page suivante.



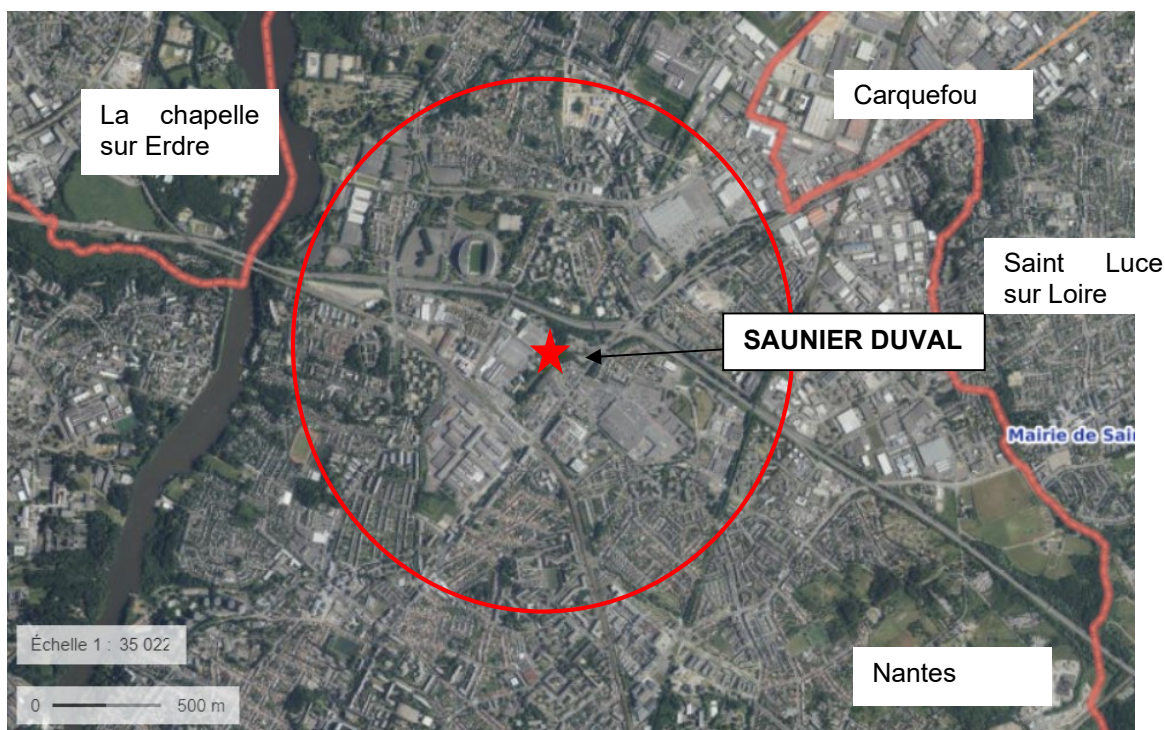


La société SAUNIER DUVAL est implantée depuis 1920 sur la commune de Nantes sur un terrain de 112 641 m².



L'article R512-46-11 du Code de l'Environnement prévoit d'identifier les communes situées dans un rayon de 1 km autour du site.

Sur 1 km autour du site SAUNIER DUVAL, la commune de Nantes est concernée.



C - PRESENTATION DU SITE ET DU PROJET



C.I - HISTORIQUE DU SITE

- 1907 Charles Saunier et Maurice Duval fondent Saunier Duval
- 1963 Saunier Duval lance la 1ère chaudière murale mixte
- 1965 Saunier Duval s'installe sur le site de Nantes (site déjà existant depuis 1920),
- 1970 Internationalisation de l'entreprise, avec création de filiales autonomes
- 1988 Présence internationale dans 6 pays d'Europe
- 1990 Saunier Duval E.C.C. rejoint le Groupe industriel britannique Hepworth
- 2001 Le groupe Hepworth rejoint Vaillant
- 2006 Mise en place du restaurant d'entreprise, du local sprinkler
- 2007 100 ans de la marque Saunier Duval et rachat de la société Demir Döküm (Turquie)
- 2009-2010 Installation sur le site de Nantes d'une ligne de fabrication de panneaux solaires thermiques et de pompes à chaleur.
- 2017 Modification de deux lignes peinture en une ligne.
- 2020 Lancement du plan directeur de la vision 2030 de Saunier Duval

Le site de Nantes est spécialisé dans la fabrication de chaudières à gaz murales de type domestique et de pompes à chaleur. Cet établissement est exploité conformément à l'arrêté préfectoral du 23 mai 2011 et à l'arrêté complémentaire du 27 avril 2022.

Selon l'arrêté complémentaire le site est autorisé à exploiter une installation soumise à enregistrement au titre de la réglementation ICPE sous les rubriques suivantes :

- 2565-2 : traitement de surface ;
- 2940-2 : application de joint PU par pulvérisation ;
- 2940-3 : application de peinture poudre ;
- 1510-2 : entrepôts couverts.

Et à déclaration pour :

- 1414-3 : remplissage de réservoirs de gaz inflammables liquéfiés ;
- 2560 : travail mécanique des métaux ;
- 2563 : nettoyage avec solvants organiques ;
- 2910 : chaufferie ;
- 2925 : charge de batteries ;
- 1185-2-a : équipements frigorifiques ou climatiques ;
- 1185-3-1.a : stockage de fluides vierges, recyclés ou régénérés ;



C.II - ACTIVITES PREVUES

Le site de Nantes est spécialisé dans la fabrication de chaudières à gaz murales de type domestique et de pompes à chaleur.

À la suite des diverses évolutions réglementaires liées à la construction de logements neufs (RT 2012 et 2020, ERP...), conformément à sa vision « taking care of a better climate, inside each home and the world around it » et afin de répondre aux demandes du marché, le groupe Vaillant a décidé d'investir dans la fabrication de pompes à chaleur.

Ces investissements concernent directement le site de Nantes puisqu'il est envisagé d'augmenter la capacité de production de pompes à chaleur avec pour objectif de fabriquer 200 000 pompes à chaleurs par an sur le site d'ici 2025 (contre 30 000 en 2021).

Afin de répondre à cette demande, le site envisage de créer un nouvel atelier de traitement de surface avec la mise en fonctionnement d'un nouveau tunnel de dégraissage suivi d'un atelier de pulvérisation de peinture poudre par une cabine de peinture.

A ce jour, le site comprend une installation de traitement de surface et de peinture poudre en fonctionnement pour :

- Le traitement de surface : 16 600 litres de bains,
- La peinture poudre : application de 670 kg/j.

Le projet prévoit la création d'un nouvel atelier qui augmenterait ces deux activités avec un passage à :

- Pour le traitement de surface : 23 100 litres de bains.
- Pour la peinture poudre : application en moyenne de 1 400 kg/j de peinture avec des pics à 2 000 kg/j à l'horizon 2030.

L'augmentation d'activité de fabrication de pompes à chaleur n'entraînera pas de modifications au niveau du classement ICPE du site. Le site restera à enregistrement. De plus ample informations seront fournies dans la suite du rapport.

La construction d'un nouveau bâtiment sera nécessaire. Le projet s'étendra sur le terrain existant à côté de l'installation existante. Le reste de l'usine ne sera pas modifié.

La surface de plancher créée sera de 1 525 m². Ce nouveau bâtiment sera construit sur des surfaces déjà imperméabilisées.

Par rapport au niveau de la voirie environnante, la hauteur maximum au faîtage sera de 13.5 m.

Le site SAUNIER DUVAL est clôturé sur tout son périmètre.



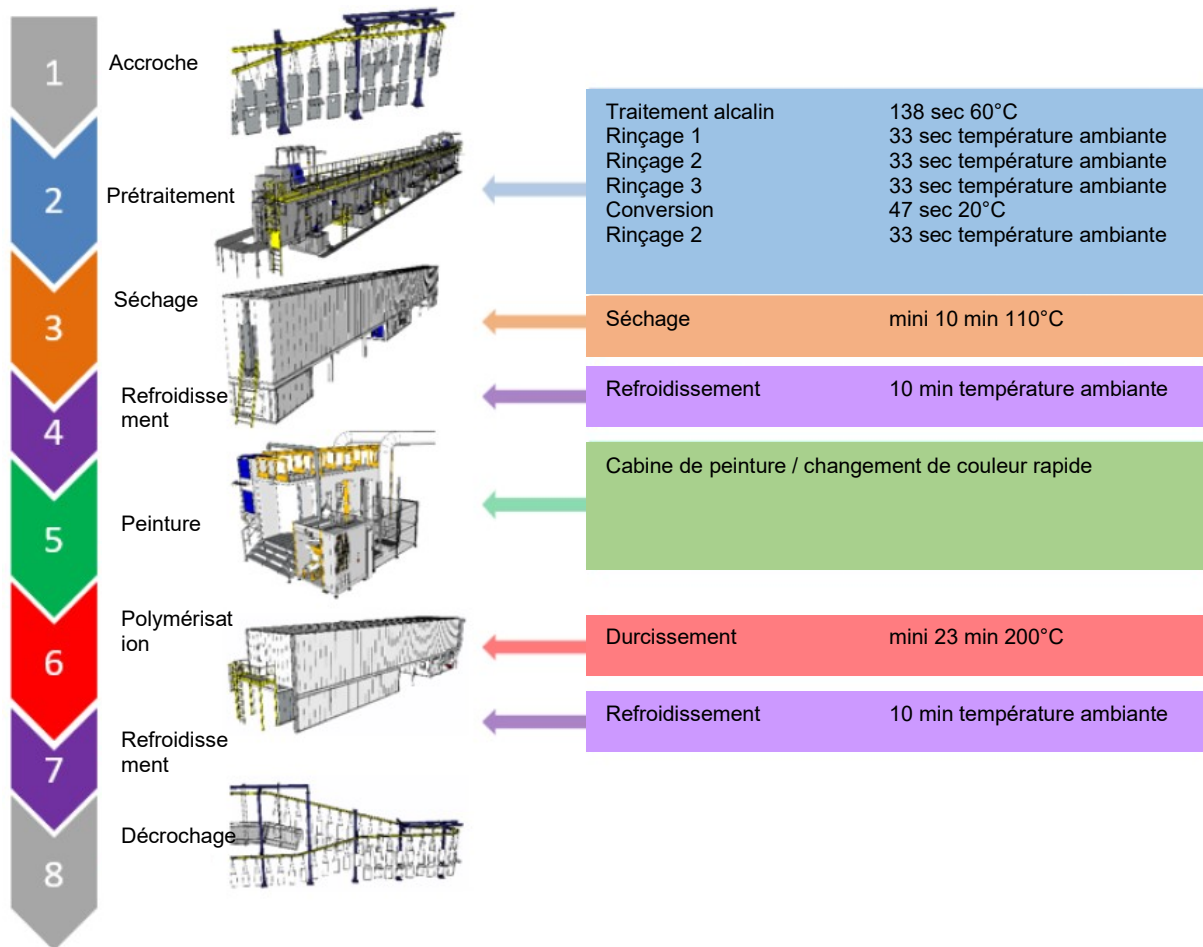


Photo de la zone du futur atelier

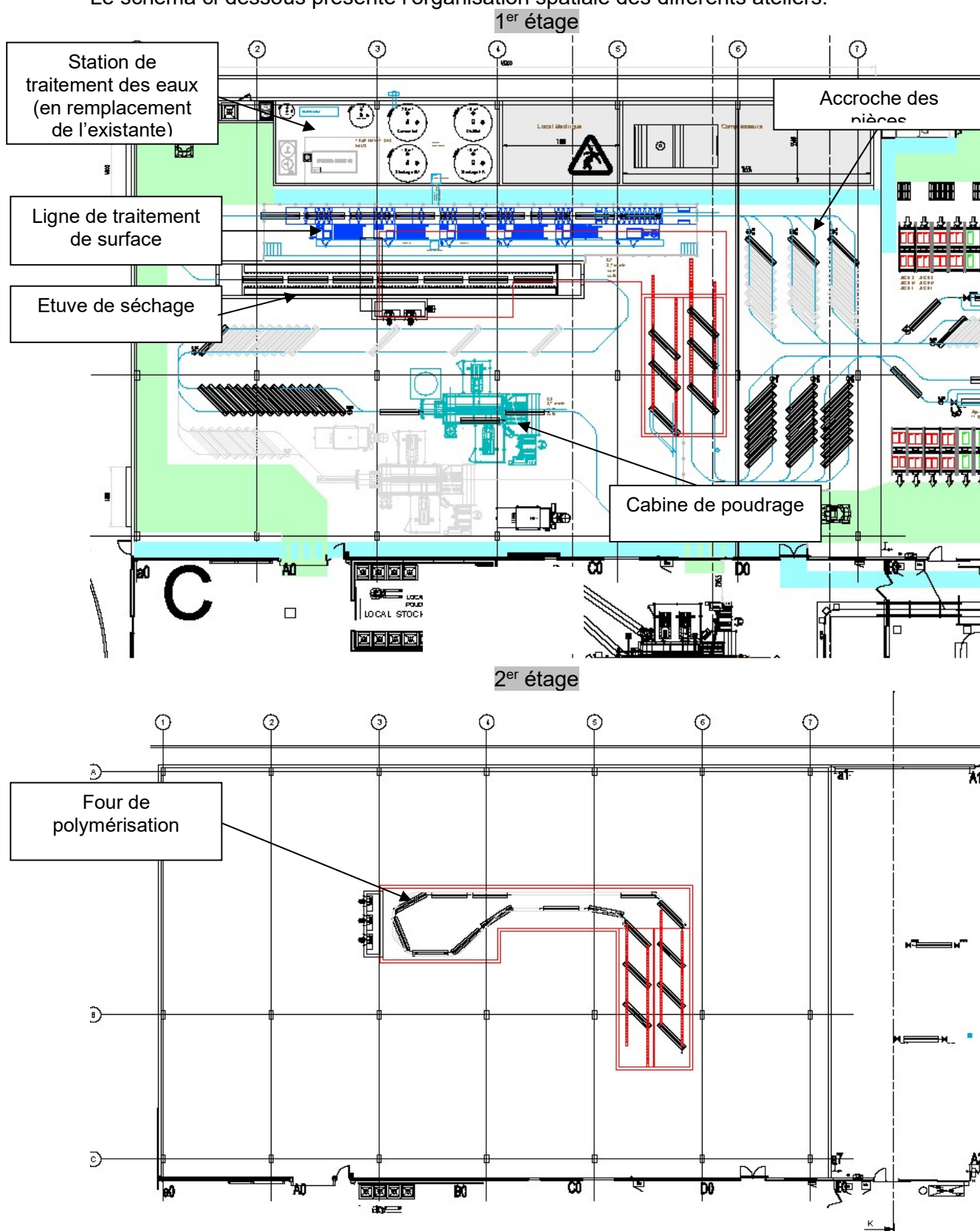
Les différentes étapes du process de cet atelier seront les suivantes :

- Accrochage des pièces ;
- Traitement de surface ;
- Bref passage à l'air libre ;
- Étuve de séchage ;
- Passage à l'air libre : refroidissement naturel pendant 10 minutes ;
- Revêtement par une peinture poudre ;
- Bref passage à l'air libre ;
- Four de polymérisation ;
- Passage à l'air libre : refroidissement naturel pendant 10 minutes ;
- Décrochage.





Le schéma ci-dessous présente l'organisation spatiale des différents ateliers.



C.II.A - ACTIVITE TRAITEMENT DE SURFACE

Les pièces seront accrochées puis passeront dans un tunnel de traitement de surface.

Ce tunnel de traitement de surface va être installé dans le nouveau bâtiment. Cette activité sera identique à celle déjà existante sur le site.

La nouvelle installation de traitement de surface par pulvérisation (8 100 l de bains hors bains de rinçage) comprendra :

- Dégraissage alcalin, par pulvérisation, alimenté par une cuve ;
- Rinçage cascade triple (par aspersion, depuis trois cuves de rinçage) ;
Cette étape consiste à pré-rincer les pièces afin d'enlever un maximum de résidus et de préparer les pièces à l'étape de conversion
- Traitement de conversion, par pulvérisation, alimentée par une cuve ;
Ce traitement permet d'améliorer la performance de la peinture et la protection anticorrosion
- Rinçage simple (par aspersion, depuis une cuve de rinçage).
Cette étape consiste en un rinçage des pièces pour supprimer tout résidu de produits de traitement de surface

Le tableau ci-dessous détaille l'installation.

Etape	Produit	Volume utile (l)	Température (°C)	Fréquence de vidange	Destination en cas de vidange
Dégraissage par pulvérisation pH = 12	Bonderit C-AK L95 + C-AD 1580	6 000	55 - 60	1 à 2 fois par an	Evapo-concentrateur
Rinçage 1 par pulvérisation	Eau osmosée	2 200	Ambiante	4 fois par an pour la maintenance	
Rinçage 2 par pulvérisation	Eau osmosée	2 200	Ambiante		
Rinçage 3 par pulvérisation	Eau osmosée	2 200	Ambiante		
Conversion par pulvérisation pH = 4,5	Bonderit M NT 30002 + additif AD 252	2 100	> 20	3 fois par an	
Rinçage 4 par pulvérisation	Eau osmosée	2 200	Ambiante	4 fois par an pour la maintenance	



Afin de maintenir le pH des bains à la valeur souhaitée, des produits neutralisants seront utilisés : AD 1580 et 252.

Caractéristiques des cuves

Seules les deux cuves (dégraissage et conversion) seront chauffées par des échangeurs tubulaires et disposeront d'une captation et d'un rejet en toiture afin d'éviter le rejet de vapeurs dans l'atelier. Les bains de dégraissage et conversion seront mis en dépression.

Les cuves seront en inox, avec couvercles.

Les cuves des bains comporteront plusieurs détecteurs de niveaux :

- Niveau très bas (protection pompe et chauffage) : cette alarme entraînera l'arrêt du système de chauffage ;
- Niveau bas (ordonnance remplissage),
- Niveau haut (arrêt remplissage) : cette alarme entraînera :
 - o La coupure d'alimentation automatique en eau ;
 - o La coupure d'alimentation manuelle en eau ;
 - o Niveau très haut (alarme débordement).

Les alarmes niveau très bas et très haut seront doublées et reliées au poste de gardiennage.

Arrivées d'eau

Les arrivées d'eau de l'installation de traitement de surface seront munies de plusieurs compteurs :

- Alimentation générale en eau de ville ;
- Compteur général ligne peinture ;
- Appoint automatique en eau osmosée (sur le rinçage 4 et sur la conversion) ;
- Production d'eau osmosée.



Devenir des effluents liquides

En termes de vidanges :

- Les bains seront vidangés 1 à 3 fois par an ;
- Les rinçages seront vidangés 4 fois par an, pour des opérations de maintenance.

L'évapo-concentrateur recevra :

- Les vidanges des deux bains ;
- La surverse des rinçages 1 et 4 ;
- Les éventuelles vidanges des rinçages.

Il n'y aura pas de rejet dans le milieu naturel. Les eaux épurées seront réutilisées pour les cuves de rinçage.

La station de traitement des eaux va être entièrement renouvelée afin de satisfaire la nouvelle demande des deux lignes.

Les boues (2 % du volume) seront stockées dans une cuve double peau de 25 m³ pompée en moyenne deux fois par an par une entreprise agréée déjà existante sur site.

Rejets atmosphériques

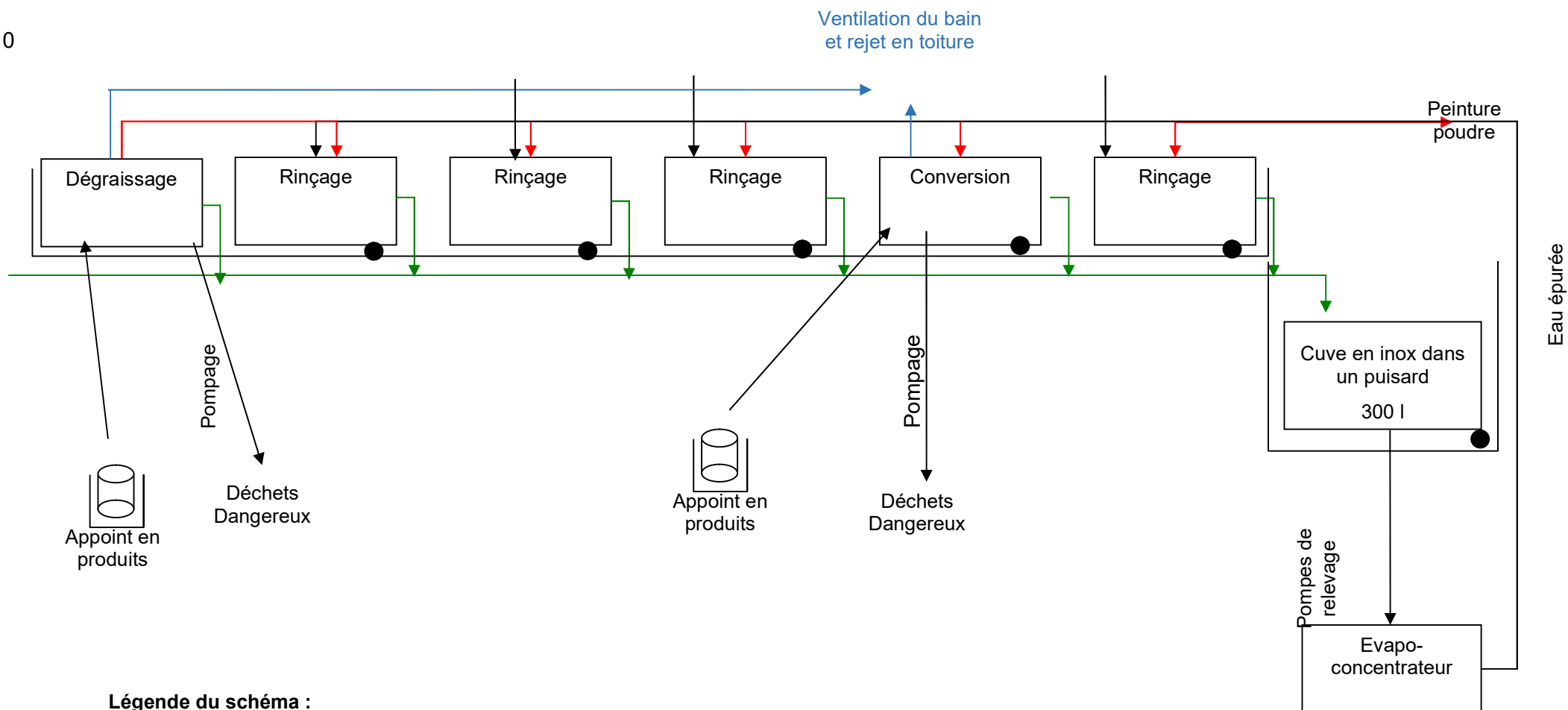
Les émissions générées par le bain de dégraissage seront captées, traitées par un dévésiculeur puis rejetées en toiture.

La cuve d'alimentation du dégraissage (rappel : le dégraissage se fait par pulvérisation) sera chauffée par le biais d'un échangeur gaz. Il n'y aura pas de rejet supplémentaire car les bains seront chauffés par une chaufferie déjà existante.

Le schéma ci-après synthétise le principe du nouvel atelier



0



Légende du schéma :



C.II.B - ACTIVITE SECHAGE

L'activité de séchage a pour but de sécher les pièces et d'évacuer l'eau avant la mise en peinture.

Le sécheur sera chauffé à une température de 110°C. La chaleur sera produite par un brûleur. Le brûleur sera alimenté soit à l'électricité soit de manière hybride à l'électricité et au gaz naturel. Il aura une puissance de 300 KW. Il consommera 240 kW.

Le sécheur aura donc une cheminée de rejet en toiture (Rejet N°2).

Il s'agira d'un **générateur de chaleur direct où les gaz de combustion seront utilisés dans le process**. Ces générateurs sont **exclus de la rubrique 2910** car il est précisé dans la nomenclature « à l'exclusion des activités visées par les rubriques 2770, 2771, 2971 ou 2931 et des installations classées au titre de la rubrique 3110 ou au titre d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes

C.II.C - ACTIVITE PEINTURE POUDRE – RUBRIQUE 2940-3

L'application de peinture se fera par peinture poudre uniquement. Il n'y aura donc aucune source d'émission de COV.

Le site disposera d'une cabine de peinture poudre automatique.

Cette cabine permettra l'application de poudre sans intervention humaine.

Une aspiration des poussières sera réalisée au niveau de cette cabine.

L'air sera filtré sur des filtres spécialement conçus pour la filtration des peintures poudres. Un cyclone filtre les rejets avant évacuation en toiture.

L'installation de Peinture Poudre aura les caractéristiques suivantes :

- Système de recyclage de la poudre ;
- Dépoussiéreur avec contrôle périodique ;
- Rejet en atelier ;
- Extinction automatique à gaz.

La peinture poudre ne sera liée à aucun rejet en toiture, grâce au passage sur un filtre à manche, avec contrôle.

La hausse de production globale au niveau du site s'accompagnera d'une hausse de l'activité de Peinture Poudre, avec un passage de 670 kg à 1 400 kg de quantité de produit mis en œuvre en moyenne par jour avec des pics à 2 000 kg/j.

Le stockage des peintures poudre se fera au sein d'un local dédié, en big bag de 350 ou 400 kg selon la référence. Ce local est existant. Il se trouve à proximité du futur bâtiment dans une enceinte coupe-feu.



C.II.D - ACTIVITE POLYMERISATION

Une fois la peinture appliquée, les pièces subissent une dernière étape de cuisson, par passage dans un four un four de polymérisation.

Le groupe de chauffe sera équipé d'un **brûleur de 450 kW**. Il fonctionnera soit à l'électricité soit au gaz. La température maximale de fonctionnement sera de 200 °C.

L'équipement comportera une cheminée rejetant en toiture (rejet n°3).

Brûleur indirect, pas de chambre de préchauffage ni de recyclage de l'air.

Conception en "canopy" : l'entrée et la sortie des pièces s'effectuent à une altitude inférieure à la zone de chauffage pour réduire les déperditions de chaleur par les ouvertures



C.III - ACCES AU SITE

Le site SAUNIER DUVAL est localisé rue de la Petite Baratte.

L'accès au site se fait très facilement depuis la nationale 23 ou depuis le Boulevard Jules Verne depuis le centre-ville.

Les principaux axes routiers à proximité du site sont :

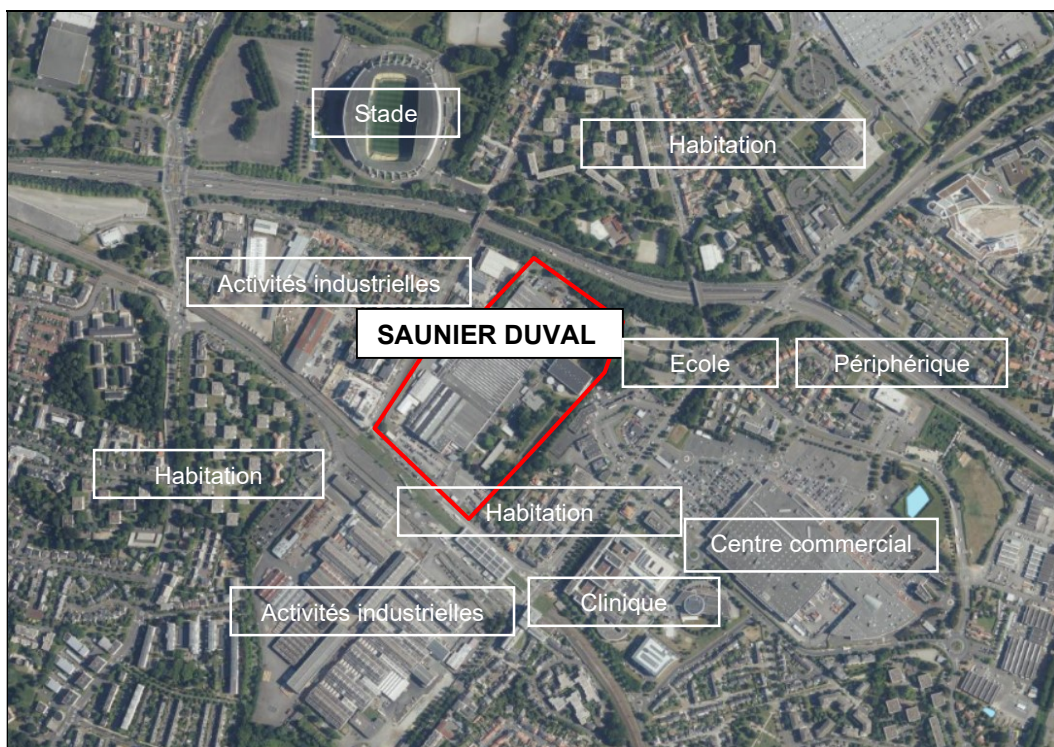
- La Route de Paris,
- Le boulevard Professeur Jacques Monod.

Le périphérique passe à proximité du site, qui est situé entre la porte de la Chapelle et la porte de la Beaujoire.

Une voie ferrée et une voie de tramway passent devant le site.

C.IV - VOISINAGE

Le voisinage du site est détaillé sur la carte ci-dessous :



Le site est situé au sein d'une zone industrielle (avec notamment les entreprises BTT et ACB), à proximité du périphérique Nord de Nantes.

Des habitations, des terrains de sport et des Etablissements Recevant du Public (ERP) sont également présentes dans les environs.

Les premières habitations sont situées à 50m, rue de la petite baratte et avenue de la gare de saint joseph.

ERP	Proximité du site	Orientation
Stade de la Beaujoire	200 m	Nord
Centre commercial Paridis	200 m	Sud Est
Restaurants et commerces route de paris	200 m	Sud Est
Clinique Jules Verne	400 m	Sud Est
Ecole	En limite de propriété	Est
AFPI	100 m	Ouest

Les campings et terrains de sport les plus proches sont :

- Camping du Petit Port Val de Cens - 21 boulevard Petit Port 44300 Nantes
- Camping du Petit Port - 21 boulevard Petit Port 44000 Nantes
- Terrain de sport : stade de la Beaujoire – Boulevard de la Beaujoire 44300 Nantes

C.V - HORAIRES DE FONCTIONNEMENT, EFFECTIF

Le site fonctionne du lundi au vendredi.

Les horaires de travail sont les suivants :

- Administration : 08h / 18h
- Production : 05h30 / 13h30 – 13h30 / 21h30

La production peut être amenée à fonctionner en 3*8 et également le week-end (24/24h 7/7j).

Les livraisons peuvent avoir lieu toute la journée.

Le site ferme peu : minimum de production en août.

L'effectif de l'établissement est de 1 000 personnes :

- 220 personnes pour l'administratif,
- 480 personnes en production,
- 300 intérimaires.

L'effectif devrait légèrement augmenter suite à l'extension du site. Il devrait passer à 1 025 personnes.



C.VI - TRAFIC

Le trafic de l'activité de SAUNIER DUVAL se décompose de la façon suivante :

- Nb de véhicules légers/jour : 70 maximum
- Nb de poids lourds/jour : 60 maximum.

Le trafic global, déterminé ci-dessus, est inhérent à l'activité du site et il est limité.

La circulation sur les axes environnants est la suivante :

- Périphérique : 65 697 véhicules par jour dont 7% de poids lourds,
- N23 : 22285 du Sud vers nord et 28 876 Nord vers Sud
- Boulevard Jules Verne : 9 870 véhicules par jour.

SAUNIER DUVAL représente environ 0.2% du trafic du périphérique.

Le trafic augmentera en raison de la hausse des produits consommés, des matières premières utilisées et des produits finis expédiés. Cette hausse est estimée à 10 à 15%. Cette hausse est négligeable par rapport au trafic environnant.



D - CLASSEMENT ICPE



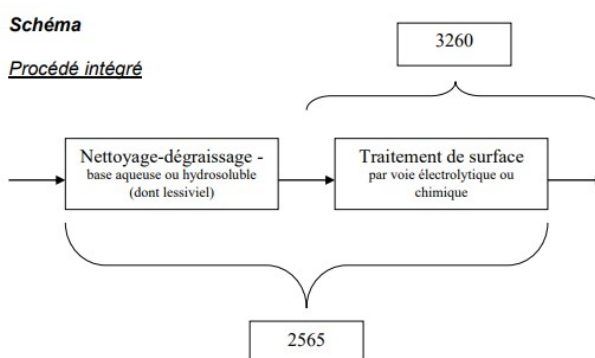
D.I - ACTIVITE TRAITEMENT DE SURFACE – RUBRIQUE 2565-2 ET 3260

Le projet prévoit la création d'un nouvel atelier qui augmenterait cette activité avec un **passage à 24 700 litres de bains** pour le traitement de surface décomposé de la manière suivante :

- Deux bains de dégraissage : actuel 13.8 m³ et futur 6 m³,
- Deux bains de conversion : actuel 2.8 m³ et futur 2.1 m³.

La 1^{ère} étape du process est du dégraissage, donc potentiellement sous la rubrique 2563 (liquide base aqueuse). Comme l'indique la note interprétative de la rubrique IR_1402.2563 V2, si le dégraissage est associé à du traitement de surface, on ne le classe pas sous cette rubrique. Il entre sous la rubrique 2565.

D'après cette même note, pour la rubrique 3260, on classe les bains de traitement de surface (bains de conversion) sans compter les bains de dégraissage.



Rubrique 2565-2

Le seuil de déclaration avec contrôle est de 200 litres.

Le seuil d'enregistrement est de 1 500 litres.

Il n'y a pas de seuil d'autorisation.

Suite à la construction du nouvel atelier, le site restera soumis à enregistrement au titre de la rubrique 2565-2 pour un volume de 24 700 litres.
L'extension nette (+ 8100 litres) dépassera le seuil d'enregistrement.

Rubrique 3260

Le seuil d'autorisation de la rubrique 3260 est de 30 m³ pour les cuves affectées au traitement.

Suite à l'installation du nouvel atelier, le site se trouvera toujours non classé sous la rubrique 3260 avec un volume de 5 m³ de cuves affectées au traitement par conversion (inférieur à 30 m³ seuil d'autorisation).

D.II - ACTIVITE PEINTURE POUDRE – RUBRIQUE 2940-3

La hausse de production globale au niveau du site s'accompagnera d'une hausse de l'activité de Peinture Poudre 2940-3, avec un **passage de 670 kg à 2 000 kg de quantité de produit mis en œuvre par jour au maximum.**

Le seuil de déclaration avec contrôle est de 20 kg/j.

Le seuil d'enregistrement est de 200 kg/j.

Il n'y a pas de seuil d'autorisation.

Suite à la construction du nouvel atelier, le site restera à enregistrement au titre de la rubrique 2940-3.

L'extension nette (+1 330 kg/j) dépassera le seuil d'enregistrement.

D.III - APPLICATION DE JOINT PU (RUBRIQUE 2940-2)

Il n'y a pas d'évolution sur cette activité liée au projet.

Suite à la construction du nouvel atelier, il n'y aura aucun changement sur cette activité.

Les quantités ont été recalculées, le site se trouve à 140 kg/j en moyenne (au lieu de 104 kg/j déclaré). Cette quantité sera amenée à réduire avec la baisse de la fabrication des chaudières.

Le site restera à enregistrement au titre de la rubrique 2940 (140 kg/j > 100 kg/j).



D.IV - STOCKAGE DE MATIERES, PRODUITS OU SUBSTANCES COMBUSTIBLES DANS DES ENTREPOTS COUVERTS (RUBRIQUE 1510)

Le volume des bâtiments retenu pour le classement 1510 était de 430 000 m³.

Le seuil de déclaration de la 1510 est de 5 000 m³ de bâtiment.

Le seuil d'enregistrement est de 900 000 m³ de bâtiment.

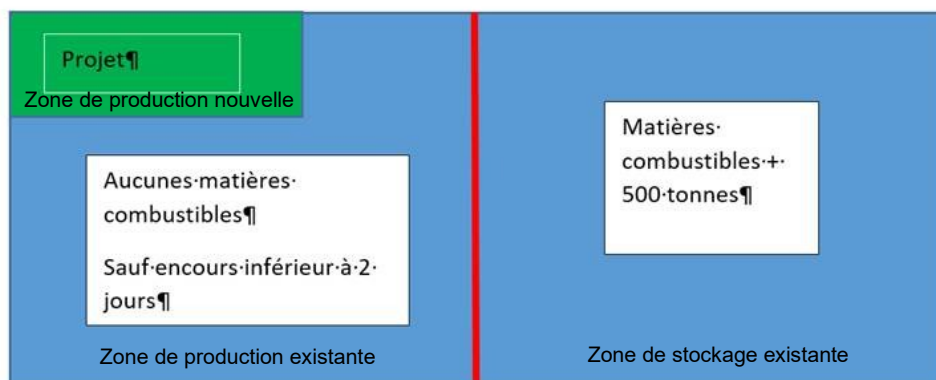
Le site est en enregistrement 1510-2 en tant que néo soumis d'après l'arrêté préfectoral de 2022. L'exploitant a demandé le bénéfice d'antériorité en 2022.

Le tonnage de matières combustibles sur le site restera inchangé. Le projet ne prévoit pas le stockage de matières combustibles supplémentaires.

Il n'est pas prévu de mettre de mur coupe-feu entre le nouvel atelier et la zone de production existante. Le nouvel atelier est donc à prendre en compte dans le volume d'entrepôt soumis à la rubrique 1510.

Pour rappel :

- Un mur coupe-feu permet une séparation physique entre stockage de matières combustibles et la zone de production,
- Aucun stockage de matière combustible ni encours de production de matière combustible supérieur à deux jours ne se trouve dans la zone de production,
- Dans l'atelier projeté aucune matière combustible ne sera stockée.



Selon le guide de classement de la rubrique 1510 (Question II.1.4), l'extension prévue doit être considérée comme installation existante car il s'agit d'une modification notable non substantielle.

Elle n'amène pas de risques supplémentaires relatif à la rubrique 1510.

Le volume du nouvel atelier sera de 14 233 m³. Le volume retenu pour le classement 1510 passera de 430 000 m³ à **444 233 m³** (ajout de 14 233 m³).

Le site restera soumis à enregistrement au titre de la rubrique 1510 (volume susceptible d'être présent $\geq 50\,000\text{ m}^3$ et $< 900\,000\text{ m}^3$)

D.V - REMPLISSAGE DE RESERVOIRS DE GAZ INFLAMMABLES (RUBRIQUE 1414)

Il n'y a pas d'évolution pour les installations existantes.

Suite à la construction du nouvel atelier, il n'y aura aucun changement sur cette activité.

Le site restera à déclaration avec contrôle au titre de la rubrique 1414.

D.VI - TRAVAIL MECANIQUE DES METAUX (RUBRIQUE 2560)

Il n'y a pas d'évolution pour les installations existantes.

Suite à la construction du nouvel atelier, il n'y aura aucun changement sur cette activité.

Le site restera à déclaration avec contrôle au titre de la rubrique 2560.



D.VII - NETTOYAGE-DEGRAISSAGE DE SURFACE QUELCONQUE, PAR DES PROCEDES UTILISANT DES LIQUIDES A BASE AQUEUSE OU HYDROSOLUBLES (RUBRIQUE 2563)

Il n'y a pas d'évolution pour les installations existantes.

Suite à la construction du nouvel atelier, il n'y aura aucun changement sur cette activité.

Le site restera à déclaration avec contrôle au titre de la rubrique 2563.

D.VIII - INSTALLATION DE COMBUSTION (RUBRIQUE 2910)

Le site comporte plusieurs chaudières et plusieurs aérothermes générateurs indépendants :

Nom de l'installation,	Type de combustible	Localisation,		Puissance thermique (MW)
Chaufferie R&D	Gaz naturel	Qualité	Chaufferie	4 x 280 kW = 1 120 kW
Chaufferie bât. Admin	Gaz naturel	Bâtiment Administratif	Chaufferie	244 kW
Chaufferie expédition	Gaz naturel	Expédition	Chaufferie	4 x 280 kW = 1 120 kW
Chaufferie chignon et cuivre	Gaz naturel	Chignon et cuivre	Chaufferie	420 kW x 2 = 840 kW
Chaufferie assemblage	Gaz naturel	Assemblage	Chaufferie	870 kW + 510 kW = 1 380 kW
Chaufferie bâtiment B	Gaz naturel	Bâtiment B	Chaufferie	4 x 280 kW = 1 120 kW

La puissance cumulée des chaufferies est d'environ 5,8 MW.

Le projet de nouvel atelier ne modifiera pas les installations de combustion actuelle. Les puissances des nouveaux brûleurs sont listées ci-dessous :

Nom de l'installation,	Type de combustible	Puissance thermique (MW)
Traitement de surface	Gaz naturel	500 kW
Etuve de séchage	Electricité ou hybride électricité / gaz naturel	300 kW
Four de polymérisation	Electricité ou hybride électricité / gaz naturel	450 kW

A noter que les puissances liées aux étuves et aux fours ne sont pas concernées par la rubrique 2910. Ainsi, la puissance à retenir pour la rubrique 2910 restera de 5.8 MW.

La puissance de ces installations de combustion est supérieure à 1 MW et inférieure à 20 MW, seuil de l'autorisation de la rubrique 2910-A.

Le site restera à déclaration avec contrôle pour la rubrique 2910.



D.IX - PRODUITS CHIMIQUES (RUBRIQUES 4000)

La nouvelle installation de traitement de surface utilise des produits qui ne font pas partie des rubriques 4XXX.

Le site ne sera pas soumis à une rubrique 4000 suite à la construction du nouvel atelier.

D.X - ATELIER DE CHARGE D'ACCUMULATEURS (RUBRIQUE 2925)

Il n'y a pas d'évolution pour les installations existantes (2925-1).

Les postes de charge 2925-2 (lithium) ne sont pas classés.

Suite à la construction du nouvel atelier, il n'y aura aucun changement sur cette installation.

Le site restera à déclaration au titre de la rubrique 2925 (puissance de 100 kW > 50 kW).

D.XI - COMPRESSEURS, INSTALLATIONS DE REFROIDISSEMENT, TRANSFORMATEUR (RUBRIQUE 1185)

Pour la rubrique 1185-2-a, le cumul des installations supérieure à 2 kg est d'environ 408 kg sur l'installation actuelle.

Il n'y aura aucune évolution liée au projet.

Actuellement, pour la rubrique 1185-3-1-a (en récipients unitaires > 400 l), il y a sur le site environ 9 t de R410a en récipients unitaires de 448 l :

- 14 récipients de 448 l en stock, soit 6272 l ;
- 6 récipients de 448 l en activité, soit 2688 l ;

Soit 8960 l, densité de 1 soit arrondi à 9 t.

Suite à la construction du nouvel atelier, il n'y aura aucun changement sur cette activité.

Le site restera à déclaration au titre de la rubrique 1185-2-a et 1185-3-1-a.



D.XII - CONCLUSION

Le classement sera le suivant :

Nature des activités	Rubrique de la nomenclature	Limites actuelles			Situation actuelle	Classement A, E, DC, D, NC (1)	Situation future	Classement A, E, DC, D, NC (1)
		Déclaration	Enregistrement	Autorisation				
Revêtement métallique ou traitement de surface (hors 3670, 3260, 2563 et 2564)	2565-2	200 l	1 500 l	/	16 600 l	E	24 700 l	E
Vernis, peinture, apprêt, colle, enduit etc. (application, cuisson, séchage de) sur support quelconque (métal, bois, plastique, cuir, papier, textile....) : Lorsque l'application est faite par tout procédé autre que le " trempé " (Pulvérisation, enduction...).	2940-2	10 kg/j	100 kg/j	/	104 kg/j	E	Aucun changement	E
2940-3 – Vernis, , peinture, apprêt, colle, enduit etc. (application, cuisson, séchage de) sur support quelconque (métal, bois, plastique, cuir, papier, textile....) : lorsque les produits mis en œuvre sont des poudres à base de résines organiques	2940-3	20 kg/j	200 kg/j	/	670 kg/j	E	2 000 kg/j	E
Entrepôts couverts (installations, pourvues d'une toiture, dédiées au stockage de matières ou produits combustibles en quantité supérieure à 500 tonnes) le volume des entrepôts étant :	1510	≥ 5 000 m ³	≥ 50 000 m ³	≥ 900 000 m ³	430 000 m ³	E	444 233 m ³	E
Gaz inflammables liquéfiés (installation de remplissage ou de distribution)	1414-3	Installations de remplissage	/	/	2 installations	DC	Aucun changement	DC
Travail mécanique des métaux et alliages	2560	150 kW	1 000 kW	/	Puissance installée = 880 kW	DC	Aucun changement	DC
Nettoyage-dégraissage de surface quelconque, par des procédés utilisant des liquides à base aqueuse ou hydrosolubles à l'exclusion des activités	2563	> 500 l	> 7 500 l	/	750 L	DC	Aucun changement	DC

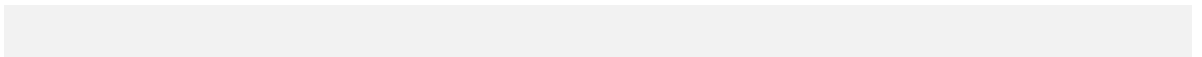
Nature des activités	Rubrique de la nomenclature	Limites actuelles			Situation actuelle	Classement A, E, DC, D, NC (1)	Situation future	Classement A, E, DC, D, NC (1)
		Déclaration	Enregistrement	Autorisation				
de nettoyage-dégraissage associées à du traitement de surface.								
Combustion	2910-A	> 1 MW	> 20 MW	/	≈ 5,8 MW	DC	Aucun changement	DC
Ateliers de charge d'accumulateurs électriques. Lorsque la charge produit de l'hydrogène, la puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération étant :	2925	50 kW	-	-	~150 kW	DC	Aucun changement	DC
Gaz à effet de serre fluorés visés à l'annexe I du règlement (UE) n°517/2014 Emploi dans des équipements clos en exploitation	1185-2-a	> 300 kg	/	/	≈ 408 kg	D	Aucun changement	D
Gaz à effet de serre fluorés visés à l'annexe I du règlement (UE) n°517/2014 Stockage de fluides vierges, recyclés ou régénérés, à l'exception du stockage temporaire	1185-3-1-a	> 1 t	/	/	≈ 2 856 kg	D	Aucun changement	D

(1) A : Autorisation, E : Enregistrement, D : Déclaration, DC : Déclaration avec contrôle périodique, NC : Non Classé

(2) Non concerné




E - CLASSEMENT IOTA



E.I - NOMENCLATURE EAU (IOTA)

La relation entre les réglementations ICPE et IOTA est schématisée dans le tableau ci-dessous :

ICPE	A	E (*)	D
IOTA			
A	AEnv	E-ICPE si A-IOTA nécessaire au fonctionnement de l'ICPE ou dont la proximité en modifie notablement les dangers ou inconvénients AEnv dans les autres cas	Aenv (le pétitionnaire peut toutefois décider de faire sa D-ICPE à part)
D	AEnv	E-ICPE si D-IOTA nécessaire au fonctionnement de l'ICPE ou dont la proximité en modifie notablement les dangers ou inconvénients E-ICPE et D-IOTA dans les autres cas	D-ICPE si D-IOTA nécessaire au fonctionnement de l'ICPE ou dont la proximité en modifie notablement les dangers ou inconvénients D-ICPE et D-IOTA dans les autres cas
(*) Ce tableau ne préjuge pas des cas de bascule de E vers Aenv			
<div> <div>  </div> <div> <ul style="list-style-type: none"> • Notion de connexité Références : L. 181-1 ; L. 181-2 ; L. 512-7 ; L. 512-8 </div> </div>			

E.II - CLASSEMENT ACTUEL

Le tableau ci-après permet de positionner le site vis-à-vis de la nomenclature Eau :

Type de rubrique	Cas du site
1xxx : prélèvements	Le site sera alimenté en eau par le réseau d'eau de ville. Il y a des piézomètres Concerné
2xxx : rejets	<i>Voir ci-dessous</i> Concerné
3xxx : impacts sur le milieu aquatique ou sur la sécurité publique	Non concerné
4xxx : impacts sur le milieu marin	Non concerné
5xxx : régimes d'autorisation valant autorisation au titre des articles L214-1 et s du code de l'environnement	Non concerné

Parmi les rubriques 1XXX, le site peut être concerné par la rubrique 1110.

La rubrique 1.1.1.0 couvre les sondage, forage, y compris les essais de pompage, création de puits ou d'ouvrage souterrain, non destiné à un usage domestique.

Le site SAUNIER DUVAL est concerné par cette rubrique de la Loi sur l'Eau.

Nomenclature I.O.T.A.			Régime de classement
N° de rubrique	Intitulé	Volume des activités	
1.1.1.0	Sondage, forage, y compris les essais de pompage, création de puits ou d'ouvrage souterrain, non destiné à un usage domestique, exécuté en vue de la recherche ou de la surveillance d'eaux souterraines ou en vue d'effectuer un prélèvement temporaire ou permanent dans les eaux souterraines, y compris dans les nappes d'accompagnement de cours d'eau... Déclaration	Le site est en déclaration 1110 pour la loi sur l'Eau.	D

Parmi les rubriques 2XXX, le site peut être concerné par la rubrique 2150.

Nomenclature I.O.T.A.			Régime de classement
N° de rubrique	Intitulé	Volume des activités projetées	
2.1.5.0	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet : 1° Supérieure ou égale à 20 ha (Autorisation) ; 2° Supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha (Déclaration) .	Cette rubrique 2150 ne concerne que les rejets directs d'eaux pluviales au milieu naturel. Aussi, le site n'est pas concerné par la rubrique 2150 de la nomenclature eau.	NC



E.III - CLASSEMENT LIE AU PROJET

Le nouvel atelier va être situé dans un nouveau bâtiment. Ce bâtiment sera construit sur une surface déjà imperméabilisée.

Il n'y aura pas de modification des surfaces imperméabilisées.

De l'eau sera utilisée (comme actuellement mais en plus grande quantité) pour le traitement de surface notamment.

Aussi, ces évolutions n'entraîneront pas l'apparition ou la modification du classement IOTA précité.



F - POSITIONNEMENT VIS-A-VIS DU R122-2



Cet article définit quels sont les cas concernés par la nécessité d'une analyse « cas par cas ».

Point	Critères	Cas du site
Point 1 : ICPE	Colonne 2a : Installations mentionnées à l'article L515-28 du Code de l'Environnement (installations IED)	Le site n'est pas classé au titre d'une rubrique 3XXX (classement IED). Ce cas ne s'applique pas.
	Colonne 2b : Création d'établissements entrant dans le champ de l'article L. 515-32 du code de l'environnement, et modifications faisant entrer un établissement dans le champ de cet article » Etablissement : ensemble d'installation faisant entrer un établissement dans le champ de cet article. (installations SEVESO)	Le site n'est pas classé Seveso. Ce cas ne s'applique pas.
	Colonne 2c à 2i : <i>[non détaillé]</i>	Le site n'est pas concerné. Ce cas ne s'applique pas.
	Colonne 3a : sites en autorisation	Aucun seuil d'autorisation n'est dépassé. Ce cas ne s'applique pas.
	Colonne 3b : autres ICPE soumises à enregistrement	Les sites soumis à enregistrement sont concernés par la procédure d'examen au cas par cas, selon les conditions et formes prévues aux articles L512-7-2 et R512-46-18 du Code de l'Environnement. La notice explicative pour les demandes d'examen au cas par cas indique que le formulaire n'est pas applicable au ICPE relevant de l'enregistrement. L'analyse des incidences sur l'environnement, présentée en pièce n°8, reprend les points principaux du Cerfa Cas par Cas. Aussi, l'utilisation du Cerfa spécifique du Cas par Cas ne s'applique pas.
	Colonne 3c : carrière	Le site n'est pas concerné. Ce cas ne s'applique pas.
Point 39 : travaux, constructions et opérations d'aménagement	Colonne 39 2a : Travaux et constructions qui créent une surface de plancher au sens de l'article R. 111-22 du code de l'urbanisme ou une emprise au sol au sens de l'article R. * 420-1 du code de l'urbanisme supérieure ou égale à 40 000 m².	La superficie du site est de 79 739 m² et projet de création d'une nouvelle cellule de 7 204 m². Ce cas ne s'applique pas.
	Colonne 39 2b : Opérations d'aménagement dont le terrain d'assiette est supérieur ou égal à 10 ha, ou dont la surface de plancher au sens de	



Point	Critères	Cas du site
	l'article R. 111-22 du code de l'urbanisme ou l'emprise au sol au sens de l'article R. * 420-1 du code de l'urbanisme est supérieure ou égale à 40 000 m ² .	
	Colonne 39 3a : Travaux et constructions qui créent une surface de plancher au sens de l'article R. 111-22 du code de l'urbanisme ou une emprise au sol au sens de l'article R. * 420-1 du code de l'urbanisme comprise entre 10 000 et 40 000 m ² .	
	Colonne 39 3b : Opérations d'aménagement dont le terrain d'assiette est compris entre 5 et 10 ha, ou dont la surface de plancher au sens de l'article R. 111-22 du code de l'urbanisme ou l'emprise au sol au sens de l'article R. * 420-1 du code de l'urbanisme est comprise entre 10 000 et 40 000 m ² .	



G - MOYENS DE PREVENTION ET DE SECOURS



G.I - MOYENS DE PREVENTION

Le site a mis en place les dispositions suivantes :

- Interdiction de fumer ;
- Plans de prévention ;
- Permis feu ;
- Plan de circulation.
- Gardiennage à l'entrée ;
- Formation ;
- Personnel de lutte incendie ;
- Zonage ATEX, vérification de l'adéquation du matériel par rapport aux zones ATEX ;
- ...

G.I.A - MOYENS DE SECOURS INTERNES

Ce chapitre a pour objectifs de présenter l'ensemble des moyens mis en place en interne afin de lutter contre l'incendie.

Le site possède divers moyens de lutte :

- Dispositif d'extinction automatique d'incendie par sprinklage (sauf protos, zone de charge, barnum 13 à palettes) ;
- Présence d'un POI (Plan d'Opération Interne) et d'un PER (Plan d'Etablissement Répertoire) ;
- Trappes de désenfumage ;
- Extincteurs ;
- Personnel formé à l'utilisation ;
- Moyens d'alerte ;
- Détection incendie sur la totalité des locaux.

Le nouvel atelier sera prévu de trappes de désenfumage à hauteur de 2%.

Des trappes de désenfumage à commandes automatiques à déclenchement manuel seront présentes au sein du bâtiment. Ces trappes faciliteront l'évacuation des fumées d'incendie, et donc l'intervention des services de secours (visibilité accrue).

Des **extincteurs** seront répartis au sein de l'atelier ainsi que des RIA, conformes à la règle APSAD R5.



Ils seront vérifiés annuellement par un organisme indépendant.

Le site dispose de **deux cuves sprinkler** de 770 m³ chacune (conforme à la règle APSAD R1) pour un débit de 515 m³/h.

Elles sont alimentées en eau de ville. Les groupes sprinkler sont testés chaque semaine par un prestataire de service.

Le site compte des **équipers d'intervention** (formés pour intervenir en cas de début d'incendie et à faire l'alerte des pompiers, et des SST (Sauveteurs Secouristes du Travail).

Ils sont formés et reçoivent un recyclage régulier.

Le site est **surveillé 24h/24**, avec une ronde par une entreprise extérieure privée, une remontée d'alarme incendie vers le PC sécurité en temps réel.

Des **exercices incendie** sont réalisés 2 fois par an.

Les extérieurs du site sont correctement entretenus de même que les voies de circulation (ce qui permet une intervention aisée des camions de pompiers en cas de besoin).

Le site comporte une voie échelle qui entoure complètement le site, et de voies engins autour de certaines zones.

Le **Plan d'Opération Interne** défini par le site permet de décrire les actions en cas d'incendie ou de pollution. Il sera remis à jour à la suite de la construction du nouvel atelier.

G.I.B - MOYENS DE SECOURS EXTERNES

La procédure d'appel des pompiers par le 18 a lieu en cas de besoin.

Les services de secours et d'incendie qui sont amenés à intervenir sont ceux de la caserne de la rue du Maréchal Joffre, dans le centre de Nantes (temps de déplacement sur site estimé à 7 minutes).

Ils connaissent le site pour y avoir effectué des exercices.

Le site dispose de voies échelle et de voies engins, permettant aux services de secours de circuler tout autour du site.

En cas d'évacuation des locaux, plusieurs lieux sont identifiés comme point de rassemblement.

Le Plan d'Etablissement Répertoire permettrait aux pompiers de mieux cibler leur action, en cas d'intervention.



D'autre part, on recense des poteaux incendie à proximité du site et au sein-même du site :

Localisation	Diamètre	Débit unitaire en m ³ /h
Nord su site	DN100	140 à 3 bars
Ouest du site	DN100	168 à 3 bars
Intérieur du site : stock hydrogène	DN100	140 à 3 bars
Intérieur du site : station GPL	DN100	165 à 3 bars

De plus, le volume des cuves sprinkler a été surdimensionné. Ainsi, on compte 770 m³ pour la défense interne et 770 m³ pour la défense externe car les pompiers ont la possibilité de se raccorder à la seconde cuve.

G.I.C - RISQUE INCENDIE - DISPOSITIONS CONSTRUCTIVES

Les dispositions constructives participent à la protection lors d'un incendie (la présence de murs coupe-feu pourrait empêcher la propagation d'un incendie).

G.I.C.1 - RAPPEL DE LA REGLEMENTATION POUR LE TRAITEMENT DE SURFACE

Le site étant soumis à enregistrement pour la rubrique 2565, c'est l'arrêté du 09 avril 2019 qui est applicable.

Cet arrêté n'impose pas la présence de murs coupe-feu.

En effet, les exigences relatives aux murs coupe-feu des ateliers de traitement de surface sont décrites dans l'article 11 :

Le bâtiment abritant l'installation présente au moins les caractéristiques de comportement au feu suivantes :

- la structure est de résistance au feu R 30 ;
- les murs extérieurs sont construits en matériaux A2s1d0.

Les locaux à risques définis à l'article 10 présentent les caractéristiques de résistance au feu minimales suivantes :

- murs et parois séparatifs REI 120 ;
- planchers EI 120 et structures porteuses de planchers R 120 ;
- portes et fermetures résistantes au feu (y compris celles comportant des vitrages et des quincailleries) et leurs dispositifs de fermeture EI 120.

En l'absence de tout stockage ou emploi de liquide inflammable, l'exploitant peut déroger aux dispositions relatives à ces locaux à risque aux deux conditions suivantes :

- les locaux à risque disposent d'un système de détection automatique d'incendie avec report d'alarme sonore et visuel sur site permettant l'intervention dans les meilleurs délais du personnel formé aux moyens de lutte contre l'incendie définis à l'article 14 ci-après.
- la structure est de résistance au feu R 30 et les murs extérieurs sont construits en matériaux A2s1d0.



Il convient de noter que le site a pris en compte l'accidentologie du secteur du traitement de surface en proposant les mesures adaptées et notamment, **les systèmes de sécurité sur les systèmes de chauffe**, leur vérification périodique, les caractéristiques des contenants des cuves (**sans produits inflammables**).

De plus, le site a prévu des gammes de **maintenance préventive** sur les différents équipements., afin de limiter les risques d'incendie.

De même, les **vérifications périodiques** (des installations électriques notamment) permettront de limiter les risques d'incendie.

Avec l'ensemble de ces éléments, il paraît justifié de conclure que SAUNIER DUVAL a prévu l'ensemble des mesures **pour que ses installations de traitement de surface ne soient pas susceptibles d'être à l'origine d'un incendie**.

Aucun des produits utilisés au niveau du traitement de surface n'est étiqueté inflammable.

De plus, il n'y a pas de stockage de matériaux combustibles dans cette zone, les pièces traitées étant métalliques et les **cuves étant en inox**.

Aussi, nous considérons **que le risque incendie est faible et maîtrisé**.

Parmi les moyens de maîtrise, nous pouvons noter :

- Les diverses mesures de prévention listées par ailleurs dans le dossier ;
- L'arrêt de la chauffe en cas de fuite de la cuve.

Nous ne retenons pas ce scénario comme pertinent, et nous considérons qu'un tel incendie ne pourrait pas avoir de conséquences.



G.I.C.2 - RAPPEL DE LA REGLEMENTATION POUR LA PEINTURE POUDRE

Le site étant soumis à enregistrement pour la rubrique 2940, c'est l'arrêté du 12 mai 2020 qui est applicable.

L'article 4.2 comporte les exigences suivantes :

Le bâtiment abritant l'installation présente au moins les caractéristiques de comportement au feu suivantes :

- *la structure est de résistance au feu R 30 ;*
- *les murs extérieurs sont construits en matériaux A2s1d0.*

Les locaux à risque incendie définis à l'article 4.1 présentent les caractéristiques de résistance au feu minimales suivantes :

- *ossature (ossature verticale et charpente de toiture) R 30 si la hauteur sous pied de ferme n'excède pas 8 mètres et R 60 si la hauteur sous pied de ferme excède 8 mètres ou s'il existe un plancher haut ou une mezzanine ;*
- *plancher haut ou mezzanine REI 60 ;*
- *murs extérieurs RE 30 ;*
- *portes RE 30, les portes étant munies d'un ferme-porte ou d'un dispositif assurant leur fermeture automatique. Cette disposition ne s'applique pas aux zones de peinture avec convoyeur traversant.*
- *le système de couverture de toiture satisfait la classe BROOF (t3).*

Afin de ne pas aggraver les effets d'un éventuel sinistre, les locaux à risque incendie définis à l'article 4.1 sont séparés des bâtiments ou locaux fréquentés par le personnel et abritant des bureaux ou des lieux dont la vocation n'est pas directement liée à l'exploitation de l'installation :

- *soit par une distance d'au moins 10 mètres entre les locaux si ceux-ci sont distincts ;*
- *soit par un mur REI 120, dépassant d'au moins 1 mètre en toiture et de 0,5 mètre latéralement, dans les autres cas. Les portes sont REI 60 et munies d'un ferme-porte ou d'un dispositif assurant leur fermeture automatique.*

Le mur précité peut être un mur séparatif ordinaire dans le cas d'une modification d'une installation existante donnant lieu à un nouveau dossier d'enregistrement.



Les poudres ne sont pas étiquetées inflammables.

Elles sont **combustibles seulement**.

Leur **stockage en masse rend difficile leur combustion**.

En effet, le risque est surtout un risque d'explosion, lorsqu'elles sont mises en suspension dans l'air (cabine poudrage).

Les **poudres sont stockées dans un local CF2h** existant (y compris plafond et portes), qui comporte un **système de détection incendie**, relié au **poste de gardiennage** (présence 24h/24, toute l'année).

Afin de maîtriser au maximum les risques incendie, le site possède diverses mesures de prévention, et d'intervention.

La cabine de peinture poudre **comportera un système d'extinction automatique** (à gaz), relié également au **poste de gardiennage**.

De plus, **l'avancement du convoyeur sera asservi à la détection incendie** du bâtiment : si un départ de feu est détecté, le convoyeur sera arrêté. Ainsi, il ne pourra pas propager l'incendie dans l'atelier suivant.

Les autres mesures de prévention et d'intervention sont détaillées précédemment dans le document (permis feu, interdiction de fumer, PER, POI...).

Avec toutes ces mesures de prévention, la probabilité d'un départ de feu est minime.

Elle pourrait être jugée de « **très improbable** » selon la grille de hiérarchisation de l'arrêté du **29/09/05, utilisée pour les études de dangers**.

G.I.C.3 - CONCLUSION SUR LA MAITRISE DU RISQUE INCENDIE

Grâce aux diverses mesures d'ores et déjà en place sur le site, et grâce aux mesures associées à ce réaménagement, nous pouvons conclure que le risque sera maîtrisé.

Ce nouvel atelier n'entraînera aucun danger supplémentaire en termes d'incendie.



G.I.D - CARACTERISTIQUES CONSTRUCTIVES DU NOUVEL ATELIER

Concernant le nouvel atelier, les dispositions constructives seront les suivantes :

- Charpente en bois lamellé collé R30,
- Bardage double peau avec isolant en laine minérale,
- Toiture en bac acier + isolant + étanchéité bitumeuse et végétalisation de la toiture,
- Lanterneaux de désenfumage en toiture,
- Dallage béton.

Ce nouvel atelier ne sera pas sprinklé.

Les deux locaux électriques présents à l'intérieur du bâtiment seront coupe-feu deux heures.

Le local de stockage des peintures poudres se fera dans un local existant à proximité du nouveau bâtiment. Les caractéristiques de ce local sont les suivantes :

- Murs CF2h ;
- Plafond CF2h ;
- Portes CF2h avec ferme porte ;
- Détection incendie.



Saunier Duval étudie la faisabilité de mise en place de l'un de ces systèmes (panneau photovoltaïque ou toiture végétalisée), avec le respect de l'arrêté du 05/02/20.

Cet arrêté précise, entre autres éléments, pour les panneaux ou films photovoltaïques installés en toiture de bâtiments ou auvents abritant des zones à risque d'incendie :

- En matière de résistance au feu : l'ensemble constitué par la toiture, les panneaux ou films photovoltaïques, leurs supports, leurs isolants (thermique, étanchéité) et plus généralement tous les composants (électriques ou autres) associés aux panneaux présente au minimum les mêmes performances de résistance au feu que celles imposées à la toiture seule ;
- En matière de propagation du feu au travers de la toiture : l'ensemble constitué par la toiture, les panneaux ou films photovoltaïques, leurs supports, leurs isolants (thermique, étanchéité) et plus généralement tous les composants (électriques ou autres) associés aux panneaux répond au minimum à la classification Broof t3 au sens de l'article 4 de l'arrêté du 14 février 2003 relatif à la performance des toitures et couvertures de toiture exposées à un incendie extérieur.

G.I.E - LES RISQUES D'EXPLOSION

Le site a prévu :

- Dans son cahier des charges, le site a précisé des exigences en termes de réglementation ATEX ;
- Le fournisseur se doit de présenter des équipements adéquats ;
- SAUNIER DUVAL a demandé une vérification de ce zonage par un autre prestataire, et une vérification de la pertinence du matériel choisi.

Chaque équipement utilisant du gaz comportera une **vanne de coupure gaz** :

- Système de chauffe du bain de traitement de surface ;
- Étuve de séchage (en appoint de la récupération de chaleur du four de polymérisation) ;
- Four de polymérisation.

Suite à la mise en place des équipements, le site **réalisera un zonage ATEX** de l'ensemble des nouvelles installations, de même que la vérification de l'adéquation du matériel.

Ainsi, le risque d'explosion est considéré comme maîtrisé et réduit au niveau le plus bas possible.



G.II - BESOIN EN EAU

G.II.A - CALCUL DES BESOINS EN EAU

La détermination des besoins en eau d'extinction incendie basée sur le guide D9 figure en pièce jointe n°22.

G.II.B - CONFINEMENT DES EAUX D'EXTINCTION

La détermination des besoins en confinement des eaux d'extinction incendie basée sur le guide D9A figure en pièce jointe n° 22.

